Régis BERTRAND et Anne CAROL (dir.), *Aux origines des cimetières contemporains. Les réformes funéraires de l'Europe occidentale, XVIII^e-XIX^e siècle*

Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence (« Corps & âmes »),
2016

Guillaume Cuchet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhr/9651>

DOI : 10.4000/rhr.9651

ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2019

Pagination : 209-211

ISBN : 978-2-200-93230-5

ISSN : 0035-1423

Référence électronique

Guillaume Cuchet, « Régis BERTRAND et Anne CAROL (dir.), *Aux origines des cimetières contemporains. Les réformes funéraires de l'Europe occidentale, XVIII^e-XIX^e siècle* », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 1 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rhr/9651> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhr.9651>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2022.

Tous droits réservés

Régis BERTRAND et Anne CAROL (dir.), *Aux origines des cimetières contemporains. Les réformes funéraires de l'Europe occidentale, XVIII^e-XIX^e siècle*

Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence (« Corps & âmes »),
2016

Guillaume Cuchet

RÉFÉRENCE

Régis BERTRAND et Anne CAROL (dir.), *Aux origines des cimetières contemporains. Les réformes funéraires de l'Europe occidentale, XVIII^e-XIX^e siècle*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence (« Corps & âmes »), 2016, 375 p., 24 cm, 28 €, ISBN 979-10-320-0045-8

- 1 On ne saurait trop recommander la lecture de ce bel ouvrage collectif sur les réformes funéraires françaises et européennes des XVIII^e et XIX^e siècles qui, dans sa conclusion, prolonge le propos jusqu'aux temps présents. Il fera certainement date dans l'historiographie du sujet. Il présente en effet un triple intérêt.
- 2 Le premier est sa perspective géographique qui est européenne et qui lui permet d'aborder, au-delà du cas français et de l'application dans l'Europe napoléonienne du fameux décret de prairial an XII (12 juin 1804) qui a posé les bases juridiques du cimetière moderne, les cas italien (notamment Naples, Bologne, Turin, Rome, etc.), portugais, espagnol et belge. L'ouvrage montre bien comment la fameuse ordonnance royale du 10 mars 1776 qui interdisait en France l'inhumation dans les églises (avec des exceptions encore assez nombreuses) et prévoyait le transfert des cimetières à la périphérie des agglomérations s'inscrivait, avec des différences dans le gradient et le tempo, dans un mouvement européen. Mouvement très inégalement abouti, au demeurant, comme on s'en aperçoit bien en lisant les différentes contributions de

l'ouvrage (même si celui-ci n'y insiste pas trop). Il est frappant de voir, par exemple, que les transferts de cimetières, qui n'ont pas suscité en France de résistance massive (en dehors de certains épisodes locaux, dans le Nord notamment, jadis étudiés par Alain Lottin), ont rencontré au contraire de fortes résistances dans d'autres contextes, dans le nord du Portugal ou à Naples par exemple.

- 3 L'autre intérêt de l'ouvrage est qu'il s'agit d'un véritable ouvrage collectif, solidement pensé en amont et en aval, et pas d'une simple juxtaposition d'études disparates, comme c'est parfois le cas. Il en résulte un effet d'intelligence global qui se surajoute aux mérites propres de chaque contribution, un peu inégales parfois (à noter p. 311 que c'est Léon XIII, et pas... Alexandre III qui a condamné la crémation en 1886). Régis Bertrand se taille (discrètement) la part du lion avec six chapitres sur seize, auxquels s'ajoutent l'introduction et la conclusion corédigées avec Anne Carol. Personne ne songera à s'en plaindre parce que sa connaissance du sujet est tout simplement prodigieuse : on a beau le savoir, on en reste toujours un peu stupéfait. Il a tout lu, ou presque, de ce qui concerne ces problèmes, même l'inédit, et il sait restituer l'ensemble de façon synthétique et claire, sans jamais forcer les interprétations.
- 4 Les annexes de l'ouvrage ne sont pas le moindre de ses intérêts dans la mesure où elles rassemblent des textes parfois difficiles à trouver. Dans l'ordre : la déclaration royale du 10 mars 1776 qui lance le mouvement (dans le prolongement de décisions antérieures du Parlement de Paris), le fameux décret sur les sépultures du 23 prairial an XII (12 juin 1804), « masse de granit » oubliée de la législation consulaire et impériale, l'ordonnance royale du 6 décembre 1843 relative aux cimetières, moins connue que les deux précédents mais capitale parce qu'entérinant définitivement le principe des concessions funéraires (après avoir pensé un temps à les supprimer tant elles étaient dévoreuses d'espace), la loi de laïcisation (toute relative) des cimetières du 14 novembre 1881 (qui abroge l'article 15 du décret de prairial), la loi sur la liberté des funérailles du 15 novembre 1887 (qui ouvrait incidemment la voie à la légalisation de la crémation), et la loi du 28 décembre 1904 qui abrogeait le monopole des pompes funèbres des fabriques et consistoires.
- 5 L'ouvrage n'est pas simplement une synthèse du savoir existant. Il apporte du neuf, y compris sur le terrain français qu'on aurait pourtant pu croire déjà bien exploré. Par exemple, il montre (p. 125-127) comment le décret de prairial était un texte de compromis entre la perspective du ministre de l'Intérieur de Napoléon, Chaptal, formé à la faculté de médecine de Montpellier, avant tout soucieux de régler le problème sanitaire des cimetières en organisant un système de jachère quinquennale des fosses destiné à optimiser la combustion des cadavres, et la perspective plus morale, plus parisienne et déjà orientée vers la « religion des tombeaux » du XIX^e siècle, des membres du Conseil d'État impliqués dans la discussion. Il montre aussi comment la création simultanée du Père-Lachaise, et son succès immédiat dans les élites sociales du début du siècle, va orienter l'interprétation et l'application du décret dans un sens qui n'était pas vraiment le sien au départ. Régis Bertrand est ainsi amené (en bon élève de Michel Vovelle ?) à nuancer la fameuse formule d'Ariès selon laquelle le décret de prairial aurait été l'« acte de naissance du culte des morts du XIX^e siècle ». Acte *involontaire* ou *inconscient* tout au plus, en ce sens que, dans ce nouveau cadre juridique encore dominé par la perspective aériste du XVIII^e, s'est engouffrée une « révolution culturelle » (p. 164) spécifique du XIX^e qu'il n'avait pas vu venir : le culte familial du souvenir et de la tombe avec, à la clé, une extension inattendue des concessions. C'est la

grande invention du siècle en matière de « religion populaire », qui fascinait Ariès, même si c'était parfois aussi une « religion de la sortie de la religion ». Elle a profondément modifié le sens et la mise en œuvre du décret.

- 6 Comme souvent les bons livres d'histoire, celui-ci est né d'une conjoncture particulière (dans l'histoire de nos attitudes face à la mort et aux morts) dont il a fait une occasion de « science ». Anne Carol et Régis Bertrand écrivent ainsi dans leur conclusion : « Une ère nouvelle semblerait s'esquisser, où le cimetière n'est plus qu'un lieu parmi d'autres où aboutissent les restes des morts, et où ces derniers seraient dissociés des lieux (au sens large) où se conserve leur mémoire. Le grand cycle funéraire ouvert par les lois hygiénistes de la fin du XVIII^e siècle puis jalonné par le décret de prairial, l'ordonnance de 1843 et l'œuvre de la III^e République semble aujourd'hui s'achever. » (p. 362) Fin de cycle donc qui ouvre la voie à une nouvelle « transition funéraire », la nôtre, dont on ne sait pas très bien de quoi elle est le symptôme ni où elle nous mènera, mais dans laquelle (qu'à cela ne tienne) nous sommes résolument embarqués. Affaire à suivre donc.
-

AUTEURS

GUILLAUME CUCHET

Université Paris-Est Créteil.